

Russie aussi était représentée. On me reprendra si je fais erreur, mais d'après mon souvenir la conférence se partagea vite en deux camps, les pays exportateurs d'un côté et les pays importateurs de l'autre, et elle ajourna dans le même état, ses membres pas trop bien disposés, les uns envers les autres. Les délégués des pays importateurs devaient se réunir de nouveau à Paris, sous la présidence de feu M. Briand, alors premier ministre, et les délégués des pays exportateurs, à Londres, sous la présidence du haut commissaire canadien, M. Ferguson. En somme, on constituait une sorte de comité d'étude de la question chargé d'examiner la statistique et autres choses semblables; et cela aboutit à la conférence impériale de 1932, qui se réunit à Ottawa. Celle-ci n'aborda pas sérieusement la question d'un accord international du blé. Inutile d'insister sur ce point; le premier ministre était d'avis dans le temps que la préférence ne visait pas à augmenter le prix du blé mais plutôt à le protéger ou à lui assurer le marché anglais. Ce qui s'est passé depuis ne semble pas démontrer qu'on a réussi.

L'année suivante, la grande conférence mondiale, où une soixantaine de pays, peut-être davantage, étaient représentés, se réunit à Londres. On allait sûrement décider quelque chose, non seulement au sujet d'un accord international du blé, mais à propos d'autres questions. On croyait le monde fatigué des tarifs élevés, et le problème épineux du change s'accroissait du fait que, dans l'intervalle, en septembre 1931, l'Angleterre avait abandonné l'étalon-or. Inutile de rappeler ce qui arriva à cette grande et imposante conférence internationale de Londres. On en attendait beaucoup, mais évidemment le président Roosevelt se fit de son devoir une conception nouvelle et, soudainement, il se produisit quelque chose sur les deux points que j'ai mentionnés. La conférence internationale même, c'est-à-dire celle qui comprenait des représentants de soixante pays, se mua en une conférence accessoire. C'était pour ainsi dire, la même, mais une conférence subsidiaire,—j'emploie cette expression faute de mieux,—composée de vingt et un pays, que la vente ou l'achat du blé intéressait. Sauf erreur, mon bon ami le premier ministre en fut choisi président. Je n'ai pas de notes sous les yeux, et si je me trompe qu'on me reprenne, je n'en serai point formalisé; mais je me souviens que mon très honorable ami en était le président. Je pourrais dire qu'il en fut l'esprit dirigeant, l'âme.

Nous venons de féliciter le premier ministre à l'occasion de son anniversaire de naissance; c'est le moment de dire qu'à une réunion semblable, internationale ou moins considérable,

mon honorable ami n'est pas longtemps sans se faire remarquer, devenir le centre d'attraction, et prendre la direction, surtout quand la présidence lui échoit. C'est naturel. Je me le représente là en vedette, le personnage dominant et le plus brillant des délégués; je ne connais personne capable d'impressionner autant. Sans sa grande énergie, sa personnalité, sa persévérance il n'y aurait jamais eu de conférence internationale du blé. Mais le connaissant comme nous le connaissons, sa maîtrise des questions qu'il aborde, sa puissance dynamique, et surtout sa conviction que tous les pays représentés devaient comprendre l'importance du problème, on n'avait qu'à s'exécuter. On a dit souvent que ce fut le seul résultat de la grande conférence internationale tenue quelques semaines avant. Quand mon très honorable ami revint le front couronné de ce qui semblait un succès considérable, il était excusable de lui trouver des grands avantages, et l'on devait s'attendre qu'il demanderait à la Chambre de ratifier une œuvre aussi merveilleuse. Nous savons qu'il ne l'a pas fait. Quoi qu'il en soit, à son retour, il prononça à Winnipeg, devant une réunion de jeunes hommes d'affaires, un discours bien extraordinaire à propos de cet accord. Qu'y a-t-il à faire, leur dit-il, au sujet de cet encombrant surplus de blé sinon précisément ce que fait l'homme d'affaires. Quand ses tablettes sont encombrées de produits qui ne trouvent pas d'acheteurs, il diminue ses commandes au fabricant jusqu'à ce que son stock soit réduit. Remarquez qu'il disait cela à des hommes d'affaires; le raisonnement devait les frapper. La chose eut un grand succès, autant que les petits fours, selon l'expression populaire; et il semble bien raisonnable de proposer que les cultivateurs en fassent autant en ce qui regarde la production du blé. C'est ce qu'il a dit,—pourquoi les cultivateurs n'auraient-ils pas recours au même moyen quand ils constatent qu'ils ont des surplus de blé ou d'autres denrées? Qu'ils réduisent leurs approvisionnements et tout ira bien. J'espère que le premier ministre rectifiera si j'exagère de quelque manière. Pour ceux qui n'ont pas approfondi la question la chose a semblé raisonnable, mais malheureusement il n'y a pas lieu d'établir une comparaison. Les hommes d'affaires peuvent fort bien avoir recours à ce moyen, même si la chose embarrasse les manufacturiers, mais quand on demande à un cultivateur de réduire sa production de blé, il se pose une question: que fera-t-il de sa terre? Le premier ministre n'a pas songé à cette situation ou bien il l'a complètement oubliée; quoi qu'il en soit, il n'en a pas dit un mot aux cultivateurs ni à notre pays. Ce fut une triste reculade pour mon très hono-